

[Text]

The Chairman: Mr. Oberle, I would like to refer you to our order of reference. We are not examining everything that has happened regarding that satellite affair.

Mr. Oberle: We are just paying for it.

The Chairman: No, not entirely either. We are just examining an item of \$1.6 million which was requested to help out in cleaning up that mess. We are not examining what the Department of National Defence has paid or the External Affairs are going to pay and so on. That is under the responsibility of the Minister who is here, but he is not responsible for DND; he is not responsible for External Affairs. I think we have to be very careful when we have an order of reference and the order of reference now is the Atomic Energy Control Board's Supplementary Estimates, \$1.6 million, additional costs for investigation and cleanup of radioactive contamination from crashed satellite. That is it.

Mr. Oberle: Yes, but we cannot be told how this money is going to be spent.

Mr. Gillespie: Mr. Oberle, with respect that information was given to the Committee earlier by Dr. Prince before you arrived perhaps. He indicated the role of Atomic Energy Control Board. He dealt with the fact that there were other departments involved. You asked what is the role of other departments and he pointed out in his early testimony the lead role in Phase I was taken by the Department of National Defence. The lead role in Phase II was undertaken by his department. You asked what was the role of the consultants, and he dealt with that one. He dealt with the question of what did the Atomic Energy Control Board incur by way of incremental costs and expenses. He indicated what the numbers are. He has indicated that we will give an additional breakdown with respect to professional services, the \$1,384,000. This was in request to another member before the Committee and that will be forthcoming just as quickly as it can be put together. You know, as far as the Atomic Energy Control Board is concerned, Dr. Prince and I in our areas of responsibility have been as forthcoming as we possibly can be. We are not trying to keep anything secret from you.

Mr. Oberle: But what did they do? What did MacLaren do?

Mr. Gillespie: If you want to put further questions with respect to . . .

The Chairman: Mr. Oberle has the floor.

Mr. Oberle: Could you answer the question, what did MacLaren do for us in the Phase II program?

Mr. Prince: Following the winter program we examined what had been recovered. We knew that the conditions under

[Translation]

rapport qui doit être publié? Ce rapport sera-t-il rendu public et le ministre peut-il répondre à cette question?

Le président: Monsieur Oberle, je me permets de vous rappeler les termes de notre mandat. Nous ne sommes pas chargés d'étudier tout ce qui s'est produit lors de l'incident du satellite.

M. Oberle: Nous devons nous contenter de payer.

Le président: Non, ce n'est pas cela non plus. Nous étudions un poste de 1.6 million de dollars qu'on nous demande d'approuver et qui est destiné à couvrir les opérations de nettoyage. Nous n'étudions pas les déboursés du ministère de la Défense nationale ni les dépenses futures du ministère des Affaires extérieures. Cela relève du ministre qui est parmi nous, mais il n'est pas responsable du ministère de la Défense nationale; il n'est pas responsable de l'Environnement, pas plus qu'il n'est responsable des Affaires extérieures. Nous devons éviter de dépasser les termes de notre mandat qui, pour l'instant, porte sur le budget supplémentaire de 1.6 million de la commission de contrôle de l'énergie atomique, somme qui représente les frais supplémentaires de recherche et de nettoyage des particules radio-actives en provenance du satellite qui s'est écrasé. Un point, c'est tout.

M. Oberle: Oui, mais on refuse de nous dire comment cet argent sera dépensé.

M. Gillespie: Monsieur Oberle, je me permets de vous rappeler que ce détail vous a été fourni plus tôt par M. Prince, c'était peut-être avant que vous n'arriviez. Il a expliqué quel a été le rôle de la commission de contrôle de l'énergie atomique. Il a expliqué également que d'autres ministères étaient en cause. Vous avez demandé quel rôle avaient joué les autres ministères, et, au début de son témoignage, il vous a expliqué qu'au cours de la phase I, c'était le ministère de la Défense nationale qui avait pris la direction des opérations. Au cours de la Phase II, c'est son ministère qui a repris ce rôle. Vous avez parlé du rôle des experts-conseils, et il vous a répondu. Il vous a parlé des dépenses extraordinaires qui avaient été encourues par la commission de contrôle de l'énergie atomique. Il vous a cité des chiffres. Il vous a dit qu'il vous en communiquerait d'autres sur les services professionnels qui s'élèvent à \$1,384,000. En effet, un autre membre du comité avait demandé qu'on lui communique ces précisions le plus rapidement possible. Vous savez, pour ce qui est de la commission de contrôle de l'énergie atomique, M. Prince et moi-même, dans nos secteurs respectifs de responsabilités, avons fait tout ce que nous avons pu pour vous satisfaire. Nous n'essayons pas de vous cacher quoi que ce soit.

M. Oberle: mais qu'ont-ils fait? Qu'a fait la Société Maclaren?

M. Gillespie: Si vous voulez poser d'autres questions au sujet de . . .

Le président: C'est M. Oberle qui a la parole.

M. Oberle: Essayez de répondre à cette question: qu'est-ce que la Société Maclaren a fait pour nous dans le cadre de la Phase II du programme?

M. Prince: Après le programme d'hiver, nous avons examiné les débris récupérés. Nous savions que la détection et la